



UN VENT GLACIAL SOUFFLE SUR LA JEUNESSE

LE CJC SOUTIENT LA GRÈVE INTERSECTORIELLE DU 26 NOVEMBRE

Le 26 novembre, la société civile se mobilise face aux mesures d'austérité annoncées et à l'absence de perspectives claires pour les jeunes. En tant que fédération d'Organisations de Jeunesse, le CJC soutient ce mouvement de grève. Les décisions politiques récentes fragilisent à la fois notre secteur et les jeunes qui le fréquentent, mais également la Jeunesse dans son ensemble.

UN SECTEUR JEUNESSE MIS SOUS PRESSION ET PRIVÉ DE PERSPECTIVES

Depuis quelques mois, plusieurs mesures ont été annoncées concernant notre secteur, et si un nouveau Plan Jeunesse est en préparation, il n'a à ce jour pas encore été présenté. Nous connaissons par contre une part des économies prévues, certaines orientations budgétaires ayant déjà été rendues publiques : suppression des détaché-es pédagogiques, moratoire sur les nouveaux projets, gel des moyens complémentaires et arrêt des nouvelles reconnaissances. En attendant une vision globale que l'on espère plus complète et animée d'un objectif partagé, le secteur doit composer avec ces annonces. Une situation qui place toutes les Organisations de Jeunesse dans un brouillard politique qui fragilise leur capacité à se projeter et à organiser leur travail.

Le moratoire, à lui seul, a un effet très concret : il **met le secteur sur pause**. Les organisations ne peuvent ni ouvrir de nouveaux projets, ni répondre à des besoins émergents, ni renforcer leurs équipes là où la charge augmente. Cette absence de développement menace, à plus long terme, la qualité et l'accessibilité de l'offre Jeunesse. Dans de nombreux territoires, cela signifie moins d'activités, moins d'accompagnement, moins de place pour les jeunes qui cherchent un lieu où s'exprimer, se rencontrer, participer et développer leur citoyenneté.

La suppression des détaché-es pédagogiques accentue encore cette fragilisation. Ces travailleuses et travailleurs constituent des ressources essentielles : ils et elles apportent des compétences pédagogiques solides, un lien avec le monde scolaire, une stabilité précieuse pour les équipes, et un soutien direct aux projets d'éducation non formelle. Leur disparition représente un affaiblissement clair de la qualité de l'encadrement, alors même que les attentes et les besoins des jeunes n'ont jamais été aussi élevés.

À cela s'ajoutent les discussions sur les Organisations de Jeunesse dites « politiques », qui laissent craindre une mise en cause du pluralisme au sein de notre secteur. Former des jeunes à la citoyenneté critique, au débat d'idées et à la participation démocratique : c'est la mission même des Organisations de Jeunesse. Introduire la possibilité de limiter ou de retirer des moyens à des associations en raison de leur orientation ou de leur expression, c'est fragiliser tout un écosystème éducatif.



Enfin, l'ensemble de ces mesures pèse directement sur l'emploi dans notre secteur. Entre le moratoire, la suppression de postes spécifiques et l'incertitude autour des dispositifs d'aide à l'emploi, les organisations ont de plus en plus de mal à maintenir des équipes stables et qualifiées. Et quand les équipes sont fragilisées, ce sont les jeunes qui en pâtissent : moins de continuité, moins de disponibilité, moins de qualité pédagogique.

UNE VISION DE SOCIÉTÉ QUI S'ÉLOIGNE DES BESOINS ET DES ASPIRATIONS DES JEUNES

Au-delà du secteur Jeunesse, certaines orientations politiques actuelles interrogent profondément la place accordée aux jeunes dans le projet de société. Plusieurs mesures révèlent une logique où l'austérité s'applique aux secteurs éducatifs, sociaux ou culturels, tandis que d'autres domaines — notamment militaires — bénéficient d'investissements croissants. Cette tendance est particulièrement visible dans l'annonce du service militaire volontaire, présentée comme une opportunité d'engagement alors qu'il s'agit surtout d'un signal politique fort : dans un contexte de restrictions budgétaires pour l'éducation, la santé ou la Jeunesse, l'État choisit d'investir massivement dans la Défense.

Pour le CJC, cette mesure soulève des enjeux majeurs. Elle participe à un mouvement général de militarisation de la société, qui normalise l'idée que la préparation à la guerre constitue un horizon acceptable. Proposer un an d'encadrement militaire rémunéré 2 000 € nets par mois risque aussi d'attirer des jeunes en situation de précarité, davantage motivé·es par une nécessité économique que par une conviction. Ce n'est pas un choix réellement libre. Dans un contexte où les jeunes subissent déjà les effets de l'inflation, du coût des études et des difficultés d'accès à l'emploi, l'offre du service militaire volontaire ressemble autant à une réponse à leurs besoins financiers qu'à une stratégie d'orientation de leur avenir.

Or, les jeunes expriment aujourd'hui un besoin urgent de sens, de sécurité psychologique et de perspectives positives. Leur santé mentale se dégrade, et les espaces associatifs jouent un rôle essentiel pour prévenir le décrochage, la détresse ou le repli. En fragilisant ces espaces plutôt que de les renforcer, on contribue à amplifier ce malaise.

Dans le même temps, des mesures telles que la **loi Quintin**, qui permettrait d'interdire administrativement certaines associations jugées « problématiques », pose un risque sérieux pour la liberté associative. Le secteur Jeunesse a besoin d'un espace d'expression libre, critique et pluraliste pour remplir sa mission d'éducation à la citoyenneté. Restreindre cette liberté, même de manière indirecte, affaiblit la participation démocratique des jeunes.

Enfin, plusieurs décisions socio-économiques affectent directement les jeunes : augmentation du minerval, extension du travail étudiant, flexi-jobs, travail de nuit, durcissement des droits au chômage... Toutes vont dans le même sens : **accroître la pression sur les jeunes**, les pousser plus tôt



et plus longtemps vers des emplois peu rémunérés et instables, au détriment de leur formation, de leur engagement et de leur émancipation.

POURQUOI NOUS SOUTENONS LA GRÈVE

Le CJC soutient la grève intersectorielle parce que l'ensemble de ces éléments — gel du secteur Jeunesse, fragilisation du pluralisme associatif, précarisation des jeunes et militarisation croissante — dessine une société où les jeunes ont moins de place, moins de choix et moins de perspectives.

Nous appelons à réorienter les priorités politiques vers ce qui crée réellement de la cohésion et de la confiance : la santé mentale, l'éducation, la culture, la participation citoyenne, la justice sociale, et un secteur Jeunesse dynamique, pluraliste et en capacité de jouer pleinement son rôle.

Les jeunes méritent un avenir qui ne soit pas sous tension, mais en construction.